

L'action permettra l'évolution des *business models* et des pratiques des entreprises ivoiriennes, afin qu'elles soient mieux préparées aux défis des marchés futurs et aux investissements européens.

L'impact de l'action sera renforcé par (i) un ciblage des chaînes de valeurs agricoles durables – notamment le cacao – et de la transition bas carbone et (ii) par l'implication aussi systématique que possible des grandes entreprises européennes volontaires.

D'autre part, l'action permettra à la fois de renforcer le capital humain de la Côte d'Ivoire dans un secteur prioritaire comme le numérique, censé accélérer la transformation économique et sociale, y compris en termes de durabilité, ainsi que l'émergence et la structuration d'acteurs. L'intérêt est, entre autres, de lancer une dynamique et de contribuer à la mise en œuvre d'un cadre vertueux en accompagnant le développement d'un certain nombre de start-up/micro, petites et moyennes entreprises (MPME) jusqu'à l'étape de la levée de fonds en vue de leur développement ultérieur.

En conséquence, l'action participera à confirmer le positionnement de l'Union européenne comme un partenaire de premier plan pour la transformation du modèle économique ivoirien sur les questions de durabilité, dans toutes ses dimensions (économiques, environnementales, sociales et inclusivité) en ligne avec le Plan National de Développement (PND) 2021-2025 et avec les objectifs stratégiques de l'Union européenne en Côte d'Ivoire, inscrits dans le Programme Indicatif Pluriannuel.

L'action contribue aux TEI « Cacao durable » et « Bas carbone » (respectivement à hauteur de 50%) à travers le développement d'activités d'entreprises et des start-up qui seront soutenues dans ces secteurs. Les activités de ce programme sont cumulatives avec celles des programmes en appui au cacao durable et à la transition bas carbone. Par ailleurs, des synergies seront assurées avec d'autres initiatives soutenues par l'UE en Côte d'Ivoire. Dans le domaine de la formation professionnelle, il s'agira en particulier de l'action prévue sous le Programme d'Action Annuel 2021, de l'initiative VET Toolbox II et des appuis aux migrants ivoiriens retournés. Au niveau régional, les synergies seront assurées avec le flagship *Africa-Europe Digital Innovation Bridge (AEDIB)* et la TEI *Invest in Young Businesses in Africa (IYBA)*, ainsi qu'avec celles menées par les Etats membres dans l'esprit Team Europe. Enfin, l'action contribuera à l'atteinte des objectifs prioritaires de l'Union européenne poursuivis à travers le Green Deal et la Transition Juste, notamment la réduction des effets négatifs de l'empreinte écologique, économique et sociale de la consommation de l'UE au-delà de ses frontières et à la transformation des modes de production et de consommation plus responsables. L'action s'inscrit plus généralement dans les objectifs du Global Gateway et de l'Africa Investment Package de l'UE notamment ses flagships sur l'entrepreneuriat numérique, « Investing in Young Businesses in Africa », le cacao durable et la transition énergétique juste.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Le contexte politique ivoirien apparaît aujourd'hui apaisé après une élection présidentielle tendue en 2020. Le dialogue politique engagé depuis décembre 2021 entre le gouvernement et les partis politiques devrait permettre de définir des règles du jeu plus consensuelles avant les élections locales et sénatoriales prévues en 2023. Régulièrement aligné sur l'UE dans les instances internationales, le pays a voté en faveur des résolutions adoptées à l'Organisation des Nations Unies (Assemblée Générale et Conseil des Droits de l'Homme) sur l'invasion russe de l'Ukraine les 2 et 3 mars 2022.

Depuis 2012, la Côte d'Ivoire enregistre de solides performances économiques (taux moyens de croissance annuelle de 8,6% sur la période 2012-2019). Elle est un des rares pays au monde à avoir conservé une croissance positive en 2021 malgré la pandémie de la COVID 19. Le Fonds Monétaire International (FMI) estime un taux de croissance de 6,5% en 2022. Le revenu réel par tête a progressé de 36,4%. L'inflation a été contenue en dessous de la norme communautaire UEMOA de 3%.

La contribution des secteurs primaire et secondaire se renforcent progressivement, passant respectivement de 18,4% et 19,5% en 2015, à 21,4% et 20,9% en 2019. Inversement, la contribution des services qui demeure la plus importante (plus de 40%) diminue de 47,8% en 2015 à 42,1% en 2020. Ces bons résultats ont permis à la Côte d'Ivoire d'améliorer son attractivité internationale : le flux d'investissements directs étrangers (IDE) est passé de 250 M€ en 2012 à 794 M€ en 2018, soit une croissance de 176% en 6 ans (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED)).